



COMPTE RENDU DU COMITE HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DÉPARTEMENTAL INTERDIRECTIONNEL DE SEINE ET MARNE du 30 mars 2009

Les représentant CGT : Patrice BAZIR CGT Trésor - Maryse DESSAGNAT et Luc RIMBAULT CGT Impôts

Déclaration liminaire : seule la CGT a donné lecture d'une déclaration qui figure en annexe 1 et qui sera annexée au Procès-Verbal.

Ordre du jour :

- Approbation du procès verbal de la session du 21 novembre 2008
- Note d'orientation nationale pour 2009
- Plan de prévention pour 2009
- Bilan du budget 2008
- Bilan des formations 2008
- Proposition de dépenses pour l'année 2009
- Questions diverses

Approbation du PV du 21 novembre 2008

L'approbation du PV n'a pas eu lieu car il a été communiqué pendant la session donc faute d'étude il le sera peut être lors de la prochaine session.

Présentation de la Note d'Orientation Nationale pour 2009

(en ligne sur notre site)

Au moyen d'une synthèse élaborée par la Secrétaire Animatrice (absente pour cause de santé), les orientations 2009 définies lors du CHSM(inistériel) du 18/12/2008 sont présentées par l'Acmo du Trésor.

Parmi les axes prioritaires, le débat a surtout porté sur les **risques psycho-sociaux** et les **Troubles Musculo-Squelettiques (TMS)**.

Des formations à la gestion du stress sont envisagées. Les représentant CGT rappellent que cette question présente de nombreux aspects dont l'un, **la politique managériale** de nos directions, semble le grand oublié de cette formation.

Rappelons que l'orientation nationale fait référence à une étude intitulée «transitions organisationnelles et santé au travail » qui doit faire l'objet d'un diaporama et devrait mettre l'accent sur l'implication des réformes dans la dégradation des conditions de travail.

Il ne faudrait pas que l'on se contente d'apprendre aux agents à maîtriser le stress sans s'intéresser à ses origines.

Pour les TMS, les médecins de prévention prennent en compte cette question dans leurs visites médicales : ergonomie du poste de travail, bonnes pratiques...

La CGT est attentive au respect de conditions d'installation correctes des services et des normes en matière d'implantation, particulièrement pour le travail sur écran en faisant appel aux compétences des médecins de préventions et des inspecteurs hygiène et sécurité.

La CGT veut que l'on améliore et que l'on respecte les pauses régulières dans l'exercice du travail, seule la révision des organisations de travail permettra de lutter contre les affections dues aux gestes répétitifs comme les troubles musculo-squelettiques. Elle demande par ailleurs la reconnaissance de ces affections comme maladies professionnelles.

Le problème de l'amiante se limiterait apparemment à une question de signalétique ! Cependant, les travaux du SIP de Coulommiers, comportant un important désamiantage, montrent que ce risque est encore bien présent. A cette occasion, nous avons rappelé la nécessité de rafraîchir l'ensemble de la signalétique des sites et de recenser les acteurs de sécurité formés sur chacun d'eux.

Programme de prévention pour 2009 - 2010

Plusieurs programmes sont renouvelés pour la saison 2009 – 2010

SECURITE

- sécurité incendie
- sécurité électrique
- amiante
- équipement de travail
- sécurité des locaux archives et espaces de stockage
- sécurité des locaux chaufferie
- sécurité « local travailleur isolé »
- sécurité des escaliers
- mise en conformité des ascenseurs
- établissement de plan de prévention

CONDITION DE TRAVAIL ET D'HYGIENE

Communication systématique avant la finalisation des plans des projets d'installation ou de réaménagement à l'IHS et aux médecins de prévention.

- ergonomie
- ambiance thermique
- accessibilité des locaux aux personnes handicapées
- organisation de stages à la sécurité
- ambiance de travail

RIQUE ROUTIER

- organisation de stage à la conduite préventive

- organisation de conférence de sensibilisation aux risques routiers

LUTTE CONTRE LE BRUIT

NB : Des points de ce programme relèvent de la compétence des propriétaires des locaux

Bilan budget 2008

La dotation des crédits pour 2008 était de 368 705,00 €

Le total des dépenses pour l'année s'élève à 367 986,63

Soit une différence de 718,37

REPARTITION :

Prévention des risques majeurs

Mise en conformité 1 652,37

La sécurité incendie 5 997,62

Sécurisation des circulations 13 547,24

La sécurité électrique 2 497,22

Conditions de travail

Amélioration de la vie des agents 30 847,46

Aménagement des locaux 11 188,00

L'amélioration ambiance physique de travail 33 101,40

L'amélioration ambiance lumineuse et thermique 120 000,81

Amélioration ambiance phonique 31 133,89

Interdirectionnel

Le fonctionnement du CHS 1 541,64

Les formations 41 879,77

Actions handicap 75 768,91

Conditions de Travail

L'éclairage des postes de travail a fait l'objet d'un débat animé. En effet, la principale dépense du CHS 2008 a consisté en l'achat d'éclairages radians individuels. Des propositions pour 2009 sont déjà avancées pour **91 500 €** à rapporter au Budget total du CHS : **384 687 €**.

Selon les recommandations de l'IHS, la priorité doit être donnée à l'éclairage zénithal (plafond). Les radians (plus gourmands en énergie) devant compenser un déficit en la matière. Les directions sont invitées à réfléchir en ce sens pour tous leurs projets de travaux.

Bilan des Formations 2008

La participation aux formations organisées par le CHS laisse toujours à désirer (174 participants pour 234 inscrits). S'agit-il d'un manque d'intérêt des agents pour ces questions ou bien, plus vraisemblablement, d'une obstruction systématique de certains Chefs de Services, peu disposés à voir leurs effectifs ponctionnés par des stages non rentables immédiatement pour leur DPA. ?

Propositions de dépenses

Le tableau des propositions de dépenses figure en annexe 2.

Parmi celles-ci, les points suivants ont suscité des interrogations :

- le remplacement des portes vitrées des bureaux du 1^{er} étage du bâtiment A de la Cité administrative de Melun (pour **27.000 €**) : pourquoi ces travaux n'ont-ils pas été compris dans le budget de réhabilitation ? Réponse : enveloppe insuffisante ! Dépense acceptée après discussion en cofinancement (50 % pour le CHS)
- Achat d'un transpalette pour le service courrier de la DSF à Melun : cette dépense, recommandée par le médecin de prévention, a été acceptée sous réserve de vérifier que les ascenseurs existants supporteront le poids de l'appareil additionné de celui d'une palette de papier.
- Acquisition de machines à mettre sous pli pour le Trésor (26.917 €) : sur demande de notre organisation en groupe de travail préparatoire, il a été précisé que cette opération concernait 5 sites, une moyenne mensuelle de 2000 à 5000 plis et 15 à 20 agents par site. Après discussion, la dépense sera financée à 50 % par le CHS.
- Les services des douanes ont fait la proposition d'acquisition d'une table de ping-pong pour permettre aux agents d'éliminer les effets d'un travail prolongé sur écran par une activité physique mobilisant les yeux et les muscles de manière différente : à cette occasion le médecin de prévention a rappelé la nécessité de pauses régulières, et de changement d'activité pour éviter les TMS. Cette proposition a été l'occasion d'un échange plus large sur les conditions de travail sur écran. La proposition n'a pas été retenue mais le débat reste ouvert.

Médecine de Prévention

Nous souhaitons la bienvenue à une nouvelle infirmière nommée à Noisiel . Par contre, nous déplorons la «délocalisation » partielle du Dr Thomas sur le 93 (Noisy-le Grand) deux jours par semaine, le Dr Osselin voyant son champ de compétence étendu à Coulommiers sans vacation supplémentaire.

Prochain CHS à la fin de premier semestre 2009.

ANNEXES : 1 déclaration liminaire CGT
2 Tableau des propositions de dépenses



**DÉCLARATION LIMINAIRE DES
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL CGT À LA
RÉUNION DU COMITE HYGIÈNE ET SÉCURITÉ
DÉPARTEMENTAL INTERDIRECTIONNEL DE
SEINE ET MARNE du 30 mars 2009**

Ce premier CHS de l'année 2009 se tient dans un contexte social particulièrement sensible.

Les salariés de notre pays, des trois Fonctions Publiques, des Entreprises Publiques comme du Secteur Privé, ainsi que les retraités et les privés d'emploi, se sont massivement mobilisés à deux reprises à quelques semaines d'intervalle les 29 janvier et 19 mars derniers, par des grèves et des manifestations historiques.

Cette mobilisation reçoit par ailleurs le soutien de plus des trois quarts de la population et ce soutien s'étend aux mobilisations à venir.

La contestation sociale trouve sa source à l'absence de réponses adaptées des pouvoirs politiques et économiques aux revendications légitimes du monde du travail.

Les salariés, au travers l'ensemble de leurs Organisations Syndicales unies, considèrent les mesures prises face aux crises financières et économiques insuffisantes et inadaptées aux enjeux, qu'elles font la part belle au patronat et aux banquiers en ne concédant que des miettes aux besoins sociaux.

A l'intérieur de ce mouvement social, les agents de notre ministère ont su trouver toute leur place en répondant très nombreux à l'appel commun de toutes leurs Organisations Syndicales.

Une telle mobilisation, rarement rencontrée, démontre le malaise de ces agents face à la dégradation des conditions d'exercice de leurs missions.

Sans délaisser l'aspect financier de leurs revendications, car il n'est pas sans influence sur leur vécu professionnel, ils veulent mettre en avant leur refus d'une politique systématique de suppressions d'emplois publics qui constitue le moteur de toutes les réformes actuellement mises en œuvre.

Les bouleversements accélérés et répétitifs induits par ces réformes sont à l'origine de dégâts considérables dans les services : perte de repères, difficultés d'adaptation, sentiment de ne rien maîtriser, de courir perpétuellement derrière des objectifs obscurs et changeants, de n'avoir aucune visibilité sur son avenir professionnel ; inquiétude face aux projets en cours (Loi sur la mobilité, Prime de Fonction et Résultat...)

A cela vient s'ajouter la révolte devant l'injustice criante de certaines situations : pour les uns, bonus, stock options, salaires astronomiques, bouclier fiscal ; pour les autres, précarité, chômage, plans sociaux, surendettement.

Le CHS doit prendre sa part dans les réponses à apporter à ce malaise, comme l'indiquent la nouvelle définition de la santé au travail (cf. note d'orientations 2008) et l'importance accordée par le CHSM, traduit dans la note d'orientation 2009, aux risques psychosociaux, au TMS, et à l'implication des réformes dans ces domaines (Transitions organisationnelles et santé au travail).

Les représentants du personnel CGT veilleront à ce que l'administration locale donne une dimension concrète à ces orientations, à travers un meilleur accompagnement des réformes, l'ergonomie de l'espace de travail, l'amélioration des relations hiérarchiques et de la politique managériale.

Pour cela, ils demandent que les CTP respectifs inscrivent la note d'orientation et l'élaboration du document unique à leur ordre du jour

Ils seront les relais des agents pour évoquer leur souffrance au travail et seront attentifs à la bonne adéquation des crédits du CHS aux objectifs poursuivis, et sauront, le cas échéant, s'opposer à toute dérive en la matière.

A titre d'exemple, leur première demande concernera l'intégration systématique d'un budget nettoyage approfondi après travaux.

Ce type d'opération avait été annoncé à l'Hôtel des Impôts de Montereau pour fin janvier 2009 et sur cette promesse, les agents du SIE ont été convaincus de se limiter au nettoyage de leurs surfaces de travail. A ce jour, l'opération annoncée n'est pas réalisée et le nettoyage quotidien par le personnel d'entretien ne saurait en tenir lieu. Le budget des travaux du SIP étant épuisé, le gestionnaire de site préfère ne pas engager cette dépense sur ses propres crédits. Souhaite-t-on voir les agents prendre eux-mêmes en charge ce nettoyage ? Ce pourrait être l'occasion d'un reportage photo intéressant...

Pour éviter cette situation inacceptable, nous demandons qu'un budget adapté soit réservé à cette fin, par chaque direction, dans la constitution de chaque projet de travaux.

Dotation globale : 384687€
Affecté : 365 453 €

Annexe 2

PROPOSITIONS DE DEPENSES 2009

DIRECTIONS	SITES	NATURE DES TRAVAUX	MONTANT
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS			
Mise en conformité			
DDCCRF	Melun	Acquisition caisses en plastique pour transport échantillons	
Trésor	TG	Etude ascenseur	8000,00
Sécurisation des circulations			
Trésor	TG + divers sites (10)	Remplacement tapis SAS entrée	9736,66
Trésor	Divers sites	Pose de films vitrage 10 sites	5000,00
DSF	Melun Cité	Remplacement des portes donnant sur le couloir 1er et 2ème étages	27000,00
DSF	Roissy en Brie	Reprise du sol extérieur	0,00
DSF	Roissy en Brie	Délimitation des places de parking	0,00
Douanes	Torcy	Acquisition de 2 bacs à sel et d'un épendeur	1080,70
Sécurité incendie			
Interdirectionnel		Formation à la manipulation des extincteurs	0
Trésor	TG	Installation d'une colonne sèche dans escaliers secours	5000,00
Douanes	Torcy	Installation d'un détecteur de fumée local archives	2957,71
Sécurité électrique			
Interdirectionnel		Formation à l'habilitation électrique (2 jours 12 jours) 2 sessions	3910,92
Sensibilisation des agents à la sécurité			
Interdirectionnel		Formations initiales PSC (2 jours 10 pers) 6 sessions	3900,00
		Recyclage PSC (1 jour 10 pers) 3 sessions	1050,00
Sous total			67635,99
Fonctionnement CHS			
		Papier	1500,00
		Frais SA	600,00
		Documentation/signalétique	500,00
		Fourniture bureau et informatique	2000,00
		Frais SA	678,37
Sous total			5278,37
CONDITIONS DE TRAVAIL			
Interdirectionnel		Formation gestes et postures (1 jour 10 pers) 2 sessions	2009,28
Interdirectionnel		Formation à la gestion du stress (2 + 1 jours 10 pers) 2 sessions	8395,92
DDCCRF	Melun	Acquisition de deux glacières pour prélèvements	50,00
DDCCRF	Melun	Acquisition d'un roulpratic	150,00
Interdirectionnel	Risques routiers	Journée de sensibilisation (1jour 12 pers) 3 sessions	13368,87

TOTAL GENERAL

124361,87
321283,70

		Formation à la conduite préventive : (1 jour et 1/2 12 pers)	4041,20
		Animation sécurité routière	0,00
Trésor	Divers sites	Acquisition machines à mettre sous pli	26917,20
Trésor	TG SM amendes	Acquisition endosseuse	5000,00
DSF	Meaux Brigades	Sacs à dos et valises pour transport ordinateurs portables X 20	1500,00
DSF	Melun Direction	Acquisition d'un transpalette électrique et formation des agents utilisateurs	5000,00
Sous total			66432,47
Ambiance physique de travail et pose de stores			
Trésor	Brie Comte Robert	Acquisition et pose de stores	387,50
Trésor	Paierie Départementale	Acquisition et pose de stores	208,10
Trésor	Provins	Acquisition et pose de stores	0
Douanes	Torcy	Pose de films solaires	3156,12
Hygiène-Remplacement moquette par PVC			
Trésor	Melun SPL	Remplacement moquette	5000,00
Aménagement locaux et postes de travail			
Trésor	TG	Création/agrandissement local courrier	15000,00
Trésor	Lagny	Réfection murs	10000,00
Aménagement handicapés			
DDCCRF	Melun	Acquisition d'un téléphone pour personne portant des appareils auditifs	195,00
Trésor	Brie Comte Robert	Bras mécanique porte accès handicapés	3951,58
Trésor	Montereau	Bras mécanique porte accès handicapés) avec personnel	3951,58
DSF	Chelles/Lagny	Acquisition de 2 évac-chair	3000,00
DSF	Divers sites	Inversion du sens d'ouverture des portes WC handicapés	5000,00
DSF	Divers sites	Diagnostic accessibilité des immeubles	100 0,00
ENT	Noisiel	Acquisition de 3 évac-chair (Euromove)	8035,92
Sous total			57885,80
AUTRES PROPOSITIONS DE DEPENSES			
Lampes de bureau			
Ventilation			
Trésor	TG + 201384 + ?	Remise à niveau de la VMC	10000,00
Ambiance lumineuse et thermique			
Trésor	Divers sites	Acquisition RADIANT	26456,93
DSF	Divers sites	Acquisition RADIANT	65000,00
Douanes	Divers sites	Acquisition RADIANT	0,00
Achat mobilier ergonomique			
Trésor	TG	Acquisition de 2 fauteuils	2194,14
Ambiance phonique			
DSF	Melun Cité	Remplacement des faux plafonds SIG + SIP cf Mont.	20000,00
Petits mobiliers			
Douanes	Torcy	Acquisition table de ping-pong	400,00
Sous total			124051,07
TOTAL GENERAL			321283,70